

Des salariÃ©s de l'association AFIEGO en garde Ã vue

Dossier de la rÃ©action de H2o
October 2021

Le 23 octobre, six salariÃ©s de l'association AFIEGO, partenaire locale des Amis de la Terre. Parmi les personnes arrÃªtÃ©es Ã Kampala se trouve Dickens Kamugisha, directeur de l'association. AFIEGO (Africa Institute for Energy Governance) est l'une des quatre organisations ougandaises s'Ã©tant portÃ©es parties civiles Ã l'action en justice lancÃ©e contre Total en France. Depuis plusieurs mois, AFIEGO est la cible de pressions et intimidations incessantes et croissantes de la part des autoritÃ©s ougandaises qui veulent l'empÃªcher de continuer ses activitÃ©s contre le mÃ©gaprojet pÃ©trolier de Total en dÃ©fense des communautÃ©s affectÃ©es et de l'environnement. Les Amis de la Terre France et Survie demandent leur libÃ©ration immÃ©diate, et appellent les autoritÃ©s franÃ§aises Ã agir concrÃ©tement pour aider Ã faire cesser ces persÃ©cutions rÃ©cupÃ©rÃ©es contre les dÃ©fenseurs des droits humains en Ouganda. Ces arrestations font suite Ã une premiÃ¨re arrestation, puis libÃ©ration sous caution, de plusieurs salariÃ©s d'AFIEGO le 13 octobre ; et dÃ©jÃ en mai dernier, les Amis de la Terre France et Survie avaient lancÃ© une alerte au moment de l'arrestation d'un salariÃ© d'AFIEGO dans la zone pÃ©trolÃ¢re, alors qu'il accompagnait une journaliste italienne. Connue pour ses activitÃ©s en dÃ©fense des droits humains et de l'environnement, notamment contre le mÃ©gaprojet pÃ©trolier de Total, AFIEGO fait partie des 54 ONG dont la suspension a Ã©tÃ© annoncÃ©e par le NGO Bureau (Bureau national des ONG, une administration semi-autonome relevant du ministÃ¨re de l'IntÃ©rieur ougandais) le 20 aoÃ»t dernier, dans un contexte de rÃ©pression croissante de la sociÃ©tÃ© civile. Ces derniers mois et plus encore ces derniÃ¨res semaines, les pressions contre AFIEGO se sont fortement intensifiÃ©es alors que le projet pÃ©trolier s'accÃ©lÃ¨re. Dans un communiquÃ©, AFIEGO dÃ©nonce : "Il y a un effort coordonnÃ© pour faire taire les voix critiques qui s'Ã©clatent contre la destruction de l'environnement et les violations des droits des communautÃ©s affectÃ©es par les projets pÃ©troliers. (...) L'arrestation des salariÃ©s d'AFIEGO et de leurs partenaires vise Ã faire taire l'organisation et les autres voix critiques."

En avril 2020, quatre rapporteurs spÃ©ciaux des Nations Unies avaient alertÃ© sur la situation des dÃ©fenseurs des droits humains dans la rÃ©gion pÃ©trolÃ¢re : "Nous craignons en outre que le harcÃ©lement dont ils font l'objet n'empÃªche d'autres personnes ougandaises touchÃ©es par le projet pÃ©trolier de Total Uganda d'exercer leurs droits Ã la libertÃ© d'opinion et d'expression." Des rapporteurs spÃ©ciaux des Nations unies ont de nouveau interpellÃ© les gouvernements franÃ§ais et ougandais en juillet 2020, sans rÃ©ponse Ã ce jour. Dix jours aprÃ¨s la sortie de leur nouvelle enquÃªte Comment l'Ã‰tat franÃ§ais fait le jeu de Total en Ouganda, les Amis de la Terre France et Survie appellent le prÃ©sident Emmanuel Macron, le ministÃ¨re des Affaires Ã©trangÃ¨res et Jules-Armand Aniambossou, ambassadeur de France en Ouganda, Ã montrer qu'ils ont la volontÃ© de se placer du cÃ´tÃ© des droits humains en dÃ©nonÃant publiquement ces arrestations et persÃ©cutions rÃ©cupÃ©rÃ©es contre les dÃ©fenseurs des droits humains mobilisÃ©s contre les projets pÃ©troliers et en agissant concrÃ©tement pour aider Ã obtenir la libÃ©ration immÃ©diate des salariÃ©s d'AFIEGO, et l'abandon de toute poursuite.

Interviews de Dickens Kamugisha, avocat, directeur d'AFIEGO

France 24 - La Baleine, journal des Amis de la Terre